

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

ADIEU RIVAL ! ^{P.4}

Comment réagir en cas de crash d'avion :

La SALT simule un ^{P.2}
accident pour évaluer la
coordination des secours

Ouverture à Paris de la COP 21 :

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé prend activement part aux discussions



Le Président Faure Gnassingbé (dt) lors des travaux

Le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, séjourne depuis le 29 novembre 2015 à Paris où se tient la COP 21 destinée à trouver des solutions aux problèmes du réchauffement climatique. Plus de 150 chefs d'Etats et de gouvernements ont répondu présents à cette Conférence de Paris de 2015 sur le changement climatique (COP21) officiellement lancée le 30 novembre 2015. Le président Faure Gnassingbé participe aux côtés de ses pairs à cette conférence, en vue d'un accord ambitieux sur la réduction du réchauffement climatique pour la survie de la planète...

Suite à la page 3

Mango rejette-t-elle la faune ? Le Gouvernement joue à l'apaisement en nommant un nouveau préfet ^{P.3} De l'intoxication à outrance dans cette crise



Le PM Sélom Komi Klassou

12ème Foire Internationale de Lomé : La société Heavymat Industry se signale par son véhicule "made in Togo"



M. Denis Rozand (au milieu) et ses collaborateurs

^{P.5}

Elections au Burkina Faso/Rock Marc Christian Kaboré élu Président dès le premier tour :



Rock Marc Christian Kaboré, Pdt élu du BF

Et si Zéphirin Diabré faisait des émules
au sein des oppositions africaines ^{P.7}

Le CDP de Blaise Comporé, 3ème force politique du Faso

5ème Mission d'appui à la mise en œuvre du PGICT : Le satisfecit des experts de la Banque Mondiale ^{P.6} après une visite de terrain



La délégation de la BM et la coordination du PGICT échangeant sur un site à Adrahpo

Les meilleurs journalistes de la presse togolaise de l'année 2015 primés par RDI

Comme nous l'avions annoncé dans notre parution précédente, le jour tant attendu par les journalistes est arrivé. La centrale d'achat française René Descamps International (RDI-France), représentée au Togo et dans la zone CEDEAO par M. Eric Amétsipé, a tenu sa promesse. Le 30 novembre dernier à l'hôtel Excellence à Lomé, les meilleurs journalistes (Télévision, Radio, Presse écrite et Presse en ligne) tant du privé que du public ont reçu leurs Prix d'Excellence RDI.

Intervenant dans plusieurs domaines, la RDI a mis en place un programme de la Culture de l'Excellence (Prix d'Excellence René Descamps International) pour rehausser l'image des pays et combattre la médiocrité.

Les journalistes récompensés sont choisis depuis le siège de RDI

en France. Les prix sont constitués notamment d'ordinateurs, de tablettes, d'appareils photo, de dictaphones, de gilets de presse, etc. bref les outils de travail du journaliste.

Ils sont au nombre de 26 journalistes à recevoir cette année ce prix d'excellence RDI. Une dizaine a reçu des attestations RDI, et le reste a été récompensé. La RDI, à travers M. Amétsipé, a opté pour cette manière d'encourager les journalistes à mieux faire le travail.

Parmi les organes de presse qui ont été récompensés, figurent: la Télévision Togolaise (TVT), la TV2, la TV E47, l'ATOP, Taxi FM, Kanal FM, la Radio KNTB, le courrierdelarepublique, le Libéral, le Flambeau des démocrates, la Chronique de la Semaine, la Dépêche, africabusiness, afriquedépêche, etc. Les patrons de presse présents ont été primés également. Quant aux prési-



Frank Missité (dt) récompensé

dents des organisations de presse, un tableau d'honneur, griffé RDI leur a été remis.

Le prix spécial RDI est attribué à M. Franck Missité, journaliste et directeur de Cabinet au ministère de la Communication, de la Culture,

des Sports et de la Formation Civique. Ce dernier a été sélectionné par la centrale d'achat comme "meilleur journaliste de l'Afrique".

Le président de l'Observatoire Togolais des Médias, M. Augustin Sizing, s'est réjoui de l'initiative

avant d'exhorter les journalistes à être toujours à la hauteur de leur prix.

Pour M. Amétsipé, la presse togolaise fait des efforts, c'est pour cela que ce prix a été octroyé aux meilleurs journalistes pour inciter le reste à leur emboîter le pas. " Je vous exhorte à l'objectivité et à œuvrer pour le développement de notre pays. Je promets que RDI sera toujours prête à accompagner et à soutenir ceux qui se battent pour hisser leur pays au rang des grandes nations ", a-t-il conclu.

Notons que depuis 2012, la centrale d'achat française René Descamps International (RDI-France) a initié des actions sociales qui lui permettent chaque année d'encourager les journalistes, les élèves et les mécaniciens d'Avions par un prix d'excellence RDI.

Carole AGHEY

Comment réagir en cas de crash d'avion :

La SALT simule un accident pour évaluer la coordination des secours

Des sapeurs pompiers, des secouristes, des forces de l'ordre et de sécurité, des agents de santé, des journalistes munis de leurs matériels, bref tous les membres du service de gestion de crise de la plate-forme de l'aéroport de Lomé étaient en mouvement samedi 28 novembre 2015. Une dizaine d'ambulance allait et venait avec gyrophares et sirènes allumés. Et pour cause, une simulation de crash d'avion se déroulait sur le site dans le cadre de l'EPULO (Exercice du Plan d'Urgence de l'aéroport de Lomé) 2015. Pendant plus de quatre heures, tous les acteurs se sont donnés à fond pour accomplir des gestes qu'il faut en cas d'accident d'avion.

Selon le président du comité de planification de l'exercice, M. Pagnou Gilbert, " l'exercice consistait à évaluer la coordination des différents secours en cas de crash d'avion sur le site aéroportuaire entraînant des morts et des blessés ". Pour lui, le défi était

grand de voir le délai dans lequel les secours pouvaient être organisés.

M. Pagnou a indiqué que l'exercice d'urgence à l'aéroport répond à deux objectifs. " D'abord au plan national, le plan d'Organisation de secours (ORSEC) fait obligation aux différentes entités qui gèrent les structures ou entreprises d'avoir un plan sectoriel. Dans ce cadre, l'aéroport en a un et pour savoir si ce plan fonctionne, il faut l'éprouver. Il faut de temps en temps faire des exercices, afin de voir si les mécanismes qui sont mis en place pour pouvoir sauver les vies humaines en cas d'urgence à l'aéroport sont fonctionnels. Ensuite, au plan international, l'Organisation de l'aviation civile internationale fait aussi obligation à tout gestionnaire d'aéroport d'établir et de mettre en œuvre un plan d'urgence et également de façon périodique d'éprouver le fonctionnement de ce plan ", a-t-il précisé.

Du côté du chef du Sous-centre de Recherche et Sauvetage, Lt-Col Bararmna-Boukpassi



Les acteurs en plein exercice de simulation

Djoguigou, " c'est une satisfaction totale, vu la rapidité d'intervention et de coordination et l'organisation des secours ". Pour lui, les leçons à tirer sont que les acteurs aujourd'hui ont pris conscience du rôle qu'ils doivent jouer, des délais, de l'emplacement des différentes entités aussi et ils peuvent réagir.

Cadre général de l'action

Le scénario EPULO 2015 est essentiellement basé sur un accident d'avion dans le périmètre aéroportuaire. Le lieu de l'impact se situe à 500 m environ du seuil

de piste 22 côté nord-ouest et visible depuis la tour de contrôle de l'aérodrome.

Scénario de base

Nous sommes le 28 novembre 2015 à l'aéroport international de MELO (AIM). Il est 7 heures et les activités viennent à peine de commencer. Le tableau des arrivées du matin de ce jour prévoit trois vols dont celui de la compagnie " AIR CHARTIER " AC 4149, un Boeing 737-200 immatriculé ZZ-YYY (République de LOLA) en provenance de LOUGA à 5 heures

22 mn pour le niveau de croisière de 35 000 pieds et l'arrivée à MELO est estimée à 07 30mn.

A 7h 05 mn, alors que l'avion est autorisé à débuter sa descente sur MELO, le contrôleur reçoit un message de détresse annonçant le moteur droit en flamme et une descente d'urgence sur l'aéroport de MELO.

A 07h 21 mn, le pilote s'annonce en longue finale pour la piste 22 avec le moteur droit toujours en feu. Les multiples tentatives d'extinction du feu sont restées infructueuses. Il est 07 heures 26 mn lorsque la tour de contrôle aperçoit le Boeing 737-200 en final moteur droit toujours en feu. Soudain, le pilote signale une collision avec un volatile sur le moteur gauche et subitement, l'avion dérive vers la droite et percute violemment le sol. L'aile droite en touchant le sol s'embrase. A bord de l'avion se trouvent des Africains et des Européens.

La compagnie " AIR CHARTER " fait l'objet depuis un certain temps d'injonctions de la part de la direction générale de l'aviation civile de LOLA pour des dysfonctionnements liés aux licences du personnel de conduite.

Pierre AGBANDA

Conférence de Paris sur le climat :

Les résultats du forum de l'AJVSME remis au PNUD

Les résultats du forum pré COP 21 organisé à Lomé, les 19 et 20 novembre derniers par l'Association des Jeunes Volontaires au Service du Monde Environnemental (AJVSME), ont été présentés à la presse le 26 novembre dernier en présence du représentant de la Représentante Résidente du PNUD au Togo, des représentants des ministres du Développement à la base et de l'Environnement.

Ce forum avait réuni cent cinquante (150) jeunes francophones autour du thème "La jeunesse africaine face aux changements climatiques ". Ces résultats qui sont au nombre de quatorze se présentent sous forme de recommandations aux autorités francophones et aux partenaires techniques.

Ces recommandations concernent : l'appui à la promotion des



Ambroise Elom Bayita, directeur exécutif de l'AJVSME

activités agrosylvopastorales durables en leur faveur, le renforcement et l'actualisation de la politique de reboisement des essences adaptées, l'inscription de la protection de l'environnement dans les programmes scolaires, l'affectation d'une partie des taxes

relatives à la pollution aux associations de jeunes pour la protection de l'environnement et la mise en place d'une politique incitative et d'un fonds vert dans les villes africaines et francophones.

" Notre vœu le plus ardent au sorti de ce forum est que les autorités africaines en général et celles francophones en particulier s'engagent véritablement à limiter l'accroissement de la température à 2°C

à l'horizon 2050 ", a souligné Ambroise Elom Bayita, directeur exécutif de l'AJVSME.

Ces recommandations ont été remises au représentant de la Représentante Résidente du PNUD au Togo, aux représentants des deux ministres présents à la

conférence de restitution.

Pour Nicolas Kazadji, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Togo, ces recommandations sont à prendre en compte car elles contribuent aux actions de mobilisation, de sensibilisation et d'éducation des jeunes sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre les changements climatiques.

" Ces recommandations, après la COP 21 vont nous inspirer pour les projets à venir dans la lutte contre les changements climatiques ", a-t-il ajouté.

Le forum COP 21 a réuni les jeunes du Togo, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Centrafrique, du Gabon, de la Guinée Conakry, du Niger et du Sénégal sur le changement climatique en prélude à la COP 21 qui a lieu du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris.

Carole AGHEY

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récupéré n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.
Pierre AGBANDA

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Mango rejette-t-elle la faune ?

Le Gouvernement joue à l'apaisement en nommant un nouveau préfet De l'intoxication à outrance dans cette crise

Les populations de la préfecture de l'Oti sont-elles hostiles à la réhabilitation de la faune dans leur localité ? Telle est la question que les Togolais se posent face aux événements malheureux qui se sont produits dans cette préfecture les 6, 7 et 27 novembre dernier et qui ont occasionné des pertes en vies humaines.

En effet, les 6 et 7 novembre, les populations de la préfecture de l'Oti ont manifesté leur colère contre le projet sous-régional intitulé "Projet de Renforcement du Rôle de Conservation du Système National d'Aires Protégées du Togo (PRAPT)". Ce projet concerne le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo. Trois préfectures sont concernées par le projet au Togo, en l'occurrence les préfectures de la Kéran, de l'Oti et de Tône. C'est dans la préfecture de l'Oti que des manifestants se sont soulevés contre ce projet en occasionnant un bilan très lourd : sept (07) morts, des blessés et une cinquantaine de manifestants arrêtés.

Le 26 novembre, une autre manifestation dans la ville de Mango visant à réclamer la libération de trois manifestants encore détenus à la prison de Dapaong s'est soldée par la mort du commissaire régional de la police. Ce dernier a été lynché par les manifestants alors même qu'il était allé discuter avec eux les mains nues. Puis le 27 novembre, un manifestant a succombé à ses blessures.

Dans le souci d'apaisement, le gouvernement a procédé à la nomination d'un nouveau préfet en la personne du Commandant Ouadja, à la révocation du président de la délégation spéciale, à la nomination d'un nouveau chef de canton, à la poursuite diligente de la procédure judiciaire et au repli des éléments de 3ème catégorie (militaires) initialement réquisitionnés par l'autorité compétente locale. Le gouvernement avait, dès les premières heures des mouvements, suspendu le projet afin de corriger les manquements qui ont provoqué ces manifestations violentes.

Face à ces différentes mesures prises par le gouvernement pour ramener la paix dans cette localité, un groupe qui se réclame du comité des ressortissants de l'Oti à Lomé déclare que "les populations de l'Oti ne veulent pas la faune et sont prêtes à s'y opposer au prix de leurs vies. C'est un droit sacré à la survie, à la vie tout simplement".

Cette déclaration s'appuie sur un passé douloureux qu'ont connu les populations de l'Oti dans la gestion de la faune. "Le traumatisme lié à la gestion de la faune dans le passé, la destruction par le feu de centaines d'habitations, des cultures et des

récoltes ; les arrestations arbitraires et emprisonnements des personnes accusées ou soupçonnées d'avoir pêché du poisson ou abattu un animal, l'organisation de patrouilles nocturnes pour fouiller dans les sauces à la recherche du poisson ou d'une viande sauvage ; la suspension des personnes vivantes à l'hélicoptère en vol et l'exil forcé des populations vers les pays voisins (Ghana, Côte d'Ivoire, Nigéria)", constituent le lot de ce passé douloureux, selon ce comité. Mais seulement l'on se demande si les populations de Mango vivent toujours leur passé ? S'il est vrai que le traumatisme qu'elles ont subi dans les années 80 n'est pas oublié et reste encore dans les esprits, il n'en demeure pas moins vrai que ce projet d'aire protégée actuellement en cours a amorcé une autre démarche basée sur l'implication des populations dans la gestion de la faune. Ce nouveau projet est-il nuisible à la population ?

Loin de là, ce projet est porteur plutôt et va générer des emplois aux populations de Mango à travers les touristes qui viendront de par le monde pour contempler les animaux. Certains pays africains tels que le Kenya, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Zimbabwe, etc. tirent d'énormes profits de leurs faunes qui génèrent d'importantes devi-

ses.

Les populations de la préfecture de l'Oti doivent se sentir heureuses d'avoir un espace naturel propice à la vie de certaines espèces animales qui peuvent attirer de nombreux touristes. C'est d'ailleurs pourquoi dans les deux autres préfectures concernées par le projet, en l'occurrence la Kéran et le Tône, les populations ont compris le bénéfice qu'ils peuvent en tirer. Certains ressortissants de Mango laissent éclater leur colère en s'interrogeant pourquoi on n'a pas choisi d'installer cette faune dans la préfecture de la Kozah. Ceux qui se posent ces questions sont de vrais ignorants car il y a bel et bien dans la préfecture de la Kozah à Sarakawa une faune que les touristes ne manquent pas de visiter. Mais l'espace des trois préfectures réunies (Kéran, Oti et Tône) est très vaste pour pouvoir abriter de nombreuses espèces dont le pays peut tirer un grand profit. Les populations de Mango ne peuvent pas empêcher un projet qui va contribuer au développement de leur préfecture.

Le fameux comité constitué d'un groupuscule d'individus doit revoir sa copie car la faune constitue pour la préfecture l'or dont tous les fils de la localité vont tirer profit.

De l'intoxication à outrance



Col Yark Damehame, MSPC

André Johnson, MERF

dans cette crise

Les réseaux sociaux et quelques médias sont passés maître dans l'intoxication. "Mango est à feu et à sang" ; "les militaires rentrent dans les maisons et tirent sur tout ce qui bouge" ; "les enfants, les femmes et les vieillards sont passés à tabac par les militaires", etc. A lire ou à écouter ces intoxications, l'on se demande s'il y a encore un seul habitant qui vit dans cette localité. Sur les plateformes, une image horrible circulait, montrant une centaine de personnes "tabassées" comme des moutons dans un enclos par les militaires.

Tout ça n'était que de l'intoxication savamment orchestrée par les marchands de malheurs qui sûrement souhaitent voir les populations dans cet état et en faire un véritable fonds de commerce. S'il est vrai que les

militaires qui sont basés à Mango, ont été sollicités par l'autorité locale après que les policiers et gendarmes ont été débordés, la réalité est qu'ils n'ont pas commis ces exactions qu'on tente de leur imputer. Des minutions ont été brandies ça et là pour corroborer ces intoxications. Heureusement que la vérité est patente : aucun enfant, ni vieillard n'est hospitalisé pour avoir subi des violences. Mais malheureusement un jeune homme du nom de Nanda Seydou a trouvé la mort dans des conditions non élucidées.

Le projet de réhabilitation des aires protégées dans la préfecture de l'Oti ne doit pas générer des morts mais plutôt des emplois pour la jeunesse et contribuer au développement des localités concernées.

Aliziou Dominique

Ouverture à Paris de la COP 21 :

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé prend activement part aux discussions

Le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, séjourne depuis le 29 novembre 2015 à Paris où se tient la COP 21 destinée à trouver des solutions aux problèmes du réchauffement climatique. Plus de 150 chefs d'Etat et de gouvernement ont répondu présents à cette Conférence de Paris de 2015 sur le changement climatique (COP21) officiellement lancée le 30 novembre 2015. Le président Faure Gnassingbé participe aux côtés de ses pairs à cette conférence, en vue d'un accord ambitieux sur la réduction du réchauffement climatique pour la survie de la planète.

Cette rencontre devrait aboutir en effet à un accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de limiter le réchauffement mondial à 2 °C d'ici 2100.

Les grands pollueurs de la planète et les pays les moins industrialisés et en voie de développement auront à étudier un document d'une cinquantaine de pages afin de faire des propositions assorties de garanties de respect du texte

final que la France veut contraignant pour tous les pays de la planète. Des mesures devront également être prises pour permettre aux pays en voie de développement et victimes collatérales de ces changements climatiques de pouvoir faire face à des conséquences relatives à ces changements.

Le Togo, comme de nombreux pays africains, fait partie des pays en développement, très petits pollueurs mais très exposés aux conséquences du réchauffement climatique. Une situation qualifiée d'"injustice climatique" par le chef de l'Etat français, François Hollande à l'ouverture du sommet.

Depuis quelques années, le Togo est régulièrement victime des inondations qui font parties des causes des changements climatiques ainsi que de la perturbation des saisons. De plus, la côte togolaise est soumise depuis des décennies à une forte érosion qui menace de nombreuses villes, notamment Aného et le phénomène ne cesse de prendre des ampleurs inquiétantes. Bien que faisant partie des pays les moins avancés auxquels aucune obligation n'a été faite de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le



Le Président Faure Gnassingbé (debout 1er au 1er rang) à l'ouverture

Togo entend réduire ses émissions à hauteur de 11,14% à l'horizon 2030, par rapport à 2010 prise comme une année de référence.

La réussite des échanges dépendra surtout de la volonté des plus grands pollueurs, notamment la Chine, les Etats-Unis et la Russie de réduire la pollution et d'opter pour de sources d'énergie renouvelables.

François Hollande a appelé les dirigeants du monde depuis le site du Parc des expositions du Bourget (où se tiennent les travaux en présence des représentants d'Organisations non-gouvernementales impliquées dans la défense de l'environnement) à un sursaut d'orgueil. Le président français a estimé que "jamais l'enjeu d'une réunion

internationale n'avait été aussi élevé", car il s'agit "de l'avenir de la planète, de la vie". Pour lui, le succès de ce rendez-vous dépendra de la définition d'une trajectoire crédible permettant de contenir le réchauffement climatique en dessous des 2 degrés, voire 1,5 degré. Il faudra également, a-t-il estimé, apporter aux défis climatiques, une réponse solidaire. Ainsi, aucun Etat ne devrait se soustraire à ses engagements. Toutes les composantes des sociétés, selon le président Hollande, doivent se mettre en mouvement afin de faire de cette conférence un succès sur lequel repose l'avenir de l'humanité.

En saluant le leadership courageux de François

Suite à la page 7

Edification d'une infrastructure durable de Paix au Togo : Les consultations nationales officiellement lancées

Tous les acteurs impliqués dans l'édification d'une paix durable au Togo (membres de la société civile et des médias, représentants des partis politiques, des forces de l'ordre et de sécurité, syndicats, gouvernement etc.) ont pris part au lancement des consultations nationales le 26 novembre 2015 à Lomé. Ces assises ont été conjointement organisées par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le HCRRUN (Haut Commissariat à la Réconciliation et à la Reconstruction de l'Unité Nationale) et financées par l'institution Onusienne. Depuis plusieurs années, le PNUD apporte son concours et son expertise à notre pays dans le domaine de la recherche de la paix. La volonté des autorités togolaises d'ériger une infrastructure de paix durable, pour faire face aux défis du développement et de la réconciliation nationale, a encore conforté le PNUD dans sa décision d'appuyer le processus.

Plusieurs personnalités politiques, administratives et religieuses ont pris part au lancement officiel de ces consultations nationales doublées de campagnes de sensibilisation pour l'édification d'une infrastructure de paix durable. Ces assises visent à susciter l'adhésion des différentes couches de la société togolaise à l'idéal de dialogue pour bâtir une infrastructure de paix durable dans le pays, suite à une démarche inclusive.

Deux jours de travaux, conduits par le Centre de droit public de l'Université de Lomé en collaboration avec le Haut Commissariat à la Réconciliation

et au renforcement de l'Unité Nationale ont permis aux participants de suivre puis d'échanger sur différentes thématiques, notamment l'infrastructure durable de paix durable au Togo ; le bilan de la réconciliation nationale au Togo ; les défis de la consolidation de la paix, le genre et la consolidation de la paix. Des propositions et recommandations ont été faites en vue d'établir des mécanismes d'accompagnement du processus de consolidation de la paix en cours dans notre pays.

" L'édification d'une infrastructure de paix durable se justifie par le besoin que ressent tout individu de construire, de fonder une



La table d'honneur

famille, d'appartenir à un groupe dans lequel chacun mutualise ses efforts, de vivre en société, de former des institutions pour assurer l'ordre dans l'intérêt de tous ", a déclaré M. Siaka Coulibaly, au nom de Mme la Représentante Résidente du PNUD au Togo. Selon lui, le Projet infrastructure de paix soutenu par le PNUD, découle des conclusions de la Déclaration d'Accra approuvées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui encourage les pays membres à créer des institutions de paix. " Ceci est également une des réponses du Bureau pays aux priorités du Gouvernement togolais en matière

de consolidation de la paix et de réconciliation nationale ", a souligné M. Siaka Coulibaly.

En 2012, les Nations Unies, à travers le PNUD ainsi que d'autres partenaires comme l'Union européenne, ont soutenu le processus de justice, vérité et réconciliation (CVJR) au Togo. La mise en œuvre des 68 recommandations issues du rapport de la CVJR a été confiée au HCRRUN, une institution créée par les autorités togolaises et qui bénéficie du soutien des Nations Unies et des autres partenaires dans " sa noble mission visant le renforcement des bases de la

paix et la sécurité pour un développement socio-économique du Togo ", a précisé M. Coulibaly.

Pour l'occasion, Mme Mamata Issifou Dicko, Assistante Spéciale du Représentant Permanent de la CEDEAO a partagé avec l'assistance des éléments de réflexion sur les fondements et défis du mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité dans l'espace communautaire.

De son côté, le directeur du Centre de Droit public de l'Université de Lomé, Professeur Dodzi Kokoroko a insisté sur la nécessité de reformuler la notion de "citoyenneté démocratique et d'emmener les populations à faire face " aux démons du passé ".

Ouvrant les travaux au nom de la présidente du HCRRUN, Mme Claudine Ahiany, a indiqué que ces consultations aideront à asseoir une base solide pour une paix durable et permettront à son institution de disposer d'un outil performant qui l'accompagnera dans sa mission.

Pierre AGBANDA

Fait divers

ADIEU RIVAL !

Quoi de plus normal qu'un homme ou qu'une femme fasse de la jalousie pour entretenir et sécuriser son amour envers l'être aimé ? Seulement, comment le faire est la véritable équation à savoir et à maîtriser. L'exemple de notre compatriote ne mérite-t-il pas d'être analysé ?

La colère, dit-on, ne donne pas de bons conseils. Si des scènes de jalousie se produisent çà et là et dans tous les coins de notre petit pays, le cas de Yotou est pour l'heure unique en son genre. Dieu merci, son projet machiavélique n'a pas abouti. Des réactions promptes ont permis de stopper son projet.

Militaire de son état, Yotou est admis à faire valoir ses droits à la retraite depuis deux ans. Bien que n'ayant plus aucun boulot il a pris sur lui de résider à Lomé tout en exploitant une ferme agricole à Kouma Konda, une localité située au nord ouest de la ville de Kpalimé.

Il y est passé cinq jours avant de décider de rentrer à Lomé. Il est arrivé à Kodjoviacopé, quartier sud du CHU Sylvanus dans la nuit du 17 au 18 novembre dernier. Kossiwa, sa tendre et douce épouse y vit dans la maison. Elle devrait partager la maison avec ses trois enfants mais pour des raisons liées à leurs capacités financières insuffisantes, ceux-ci sont placés dans des familles parentes et alliées.

Yotou était confiant que son épouse étant âgée ne pouvait attirer personne. Il s'était complètement trompé. Malgré ses 47 ans, voire un peu plus, Kossiwa se débrouillait avec le " meunier ", autrement dit l'homme qui manipule et gère le moulin près de leur domicile. Bien qu'il soit handicapé des deux pieds, il était virulent et très pointu.

Kossiwa ne savait pas que son mari rentrait cette nuit là. Aussi, lorsqu'elle a reçu la visite de l'amant, elle ne s'est pas gênée pour le mettre à l'aise. Désormais maître des lieux, le nouveau "piocheur" s'était décidé de passer la nuit entière avec sa " dulcinée ", abandonnant ainsi son tricycle dans la cour.

La surprise de Yotou fut grande lorsqu'il a vu cette machine près de sa porte. Sans chercher à savoir, il fait son entrée dans la chambre et découvre l'horreur. D'un geste rageur, il ramasse l'amant de sa femme, il le ramène dehors et le met dans son tricycle. Seul, il soulève la machine et le contenu qu'il pose sur sa tête. Il n'a été rattrapé qu'à quelques mètres de la lagune. C'est là qu'il entendait jeter son rival pour en finir une fois pour toute avec lui.

Si le " miraculé " a la vie sauve, il est toutefois cueilli par la police qui pour l'heure, gère le dossier. Quant à la femme infidèle, elle aurait déjà rejoint sa famille.

B. TALOM

La COP 21, une solution technologique ou humaine ?

Toutes les études scientifiques s'accordent à dire : la planète se réchauffe. Un changement de climat est donc en train de se produire à l'échelle de la planète. Les gigantesques émissions de gaz à effet de serre, émanant des activités humaines, provoquent une modification climatique majeure. Pour ce faire, 150 chefs d'Etat et de gouvernement venus du monde entier se sont retrouvés à Paris en France en vue de trouver des solutions durables aux phénomènes climatiques.

D'après l'Organisation des Nations unies (ONU), 150 millions de personnes seraient tenues de quitter leur territoire vers les années 2050 et deviendraient ce que l'on qualifie aujourd'hui de " réfugiés climatiques ".

Des solutions technologiques permettront sans doute de réduire en partie nos émissions de gaz à effet de serre. La fusion nucléaire pourrait permettre de produire de l'électricité presque illimitée, en reproduisant la réaction qui se déroule au sein du Soleil. Verra-t-on naître cette technologie au cours de ce siècle ? Le stockage du carbone en profondeur pourrait également être pertinent pour séquestrer le carbone au fond des océans. Comment se comporteront ces stocks de carbone avec le temps au niveau du sous-sol ou dans les océans ? Ces solutions réalisables ne pourront constituer au final qu'une partie de la solution.

Faut-il des solutions technologiques ?

Des solutions de géo-ingénierie sont proposées par certains chercheurs. Selon eux, il faut envoyer des millions de tonnes de soufre dans la stratosphère, afin de limiter la quantité de lumière solaire arrivant sur la Terre, à l'image des éruptions volcaniques qui refroidissent le climat sur quelques années lors de leurs ponctuelles éruptions soufrées. Une autre

idée serait de mettre en place en orbite autour de la Terre, un bouclier spatial composé de milliards de petits miroirs, afin de réfléchir une partie significative du rayonnement solaire.

D'autres chercheurs quant à eux soutiennent l'idée d'ensemencer la surface des océans en fer pour créer une véritable forêt océanique d'algues planctoniques capables de capturer le carbone atmosphérique. Nombre de questions méritent d'être posées sur la démarche à suivre en vue de la réalisation des solutions au phénomène climatique. Quel est réellement le coût de ces superproductions technologiques ? Combien de temps pourront fonctionner ces solutions ? Ces projets pharaoniques, aux budgets colossaux de plusieurs milliards, ne seraient-ils pas des solutions technologiques pouvant au final davantage nuire à la planète ?

Ces solutions représentent sans doute le dernier recours mais encore faut-il que les grandes nations polluées du monde à l'instar de la Chine, des Etats-Unis, de l'Europe ne minimisent pas leurs implications comme lors des précédentes rencontres internationales sur les questions de réchauffement climatique d'autant plus que les discussions mondiales sont intimement liées aux intérêts géopolitiques internationaux.

Et si la solution était plutôt humaine ?

Selon les chercheurs, le XXI^e siècle sera celui d'un changement climatique planétaire qui a déjà commencé au cours du siècle dernier. S'il s'avère réel, cela voudra dire que même si l'on stoppait dès aujourd'hui nos émissions de gaz à effet de serre, la température moyenne mondiale continuerait d'augmenter au cours de ce siècle, compte tenu de l'inertie du système climatique. Alors, pour éviter le pire, les dirigeants du monde devraient s'accorder aux solutions qui, à notre

avis, devraient être probablement à l'échelle humaine,

Une grande partie de la réponse face au dérèglement climatique passe indéniablement par une prise de conscience collective, sachant que la moitié des émissions nationales de gaz à effet de serre est directement liée au comportement quotidien de chaque individu. Cette réaction citoyenne peut se décliner sous trois aspects : tout d'abord plus de sobriété (limitation de nos consommations superflues), puis une meilleure efficacité énergétique (consommation énergétique réduite pour un même confort), et enfin l'utilisation d'énergies renouvelables (mise en place de panneaux solaires, par exemple). Des actions fortes pourraient être ciblées dans les deux secteurs qui se caractérisent par une augmentation de leurs émissions : les transports et les bâtiments. Il appartient à chacun d'utiliser davantage les transports en commun ou de chauffer son logement à 19 °C.

Cela devrait permettre de lutter efficacement contre le réchauffement climatique, tout en réalisant de réelles économies financières. Il est impérieux aujourd'hui que chacun d'entre nous fasse ces petits gestes écologiques au quotidien.

Des actions phares doivent être entreprises dans les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre, à travers la mise en place d'une véritable politique des transports, un programme de réhabilitation des bâtiments anciens, une politique agricole respectueuse de l'environnement, et une incitation forte en direction des énergies renouvelables. " Il incombe désormais aux gouvernements de conclure à Paris un accord substantiel et contraignant, qui pose clairement les jalons pour une solution mondiale plus ambitieuse ", a martelé Ban Ki Moon, le secrétaire général de l'ONU.

Espoir

12ème Foire Internationale de Lomé :

La société Heavymat Industry se signale par son véhicule " made in Togo "

La société Heavymat Industry (HI), une société anonyme spécialisée dans la promotion des travaux publics du monde rural en Afrique, a exposé depuis le 20 novembre dernier à la 12ème Foire Internationale de Lomé, son tout premier camion " Made in Togo) dénommé BoKaMion (BKM). Cet engin est visible devant le pavillon Oti (côté esplanade).

Opérant au Togo depuis 25 ans dans la distribution d'engins TP et de camions lourds en Afrique de l'Ouest, la société HI est en train de franchir une marche fondamentale dans son ascension vers une grande industrie africaine. Le camion " Made in Togo ", le BoKaMion qui fait référence à l'origine de notre aventure, se veut être un moteur pour l'économie africaine, selon ses promoteurs.

Le BoKaMion attire l'attention des visiteurs

A la Foire, parmi les promoteurs des produits fabriqués au

(travaux publics), l'agriculture, le transport de marchandises, de troupes et autres activités du génie rural. " La société met à la disposition des opérateurs économiques, des engins comme les graders, les dameuses, les camions spécialisés dans le transport des matériaux, de minerais et produits agricoles. Nous avons également des citernes d'approvisionnement en eau ou d'arrosage et autres engins permettant de faciliter les activités rurales ", a précisé M. Rozand.

Selon lui, c'est depuis décembre 2003, que la société a eu l'idée de mettre sur le marché, du matériel neuf de marques chinoises avec des technologies très adaptées à l'Afrique. " Depuis bientôt 12 ans, nous sommes les premiers importateurs d'engins et de camions de travaux publics

au maximum toutes les sources de pannes, les pertes de temps. BKM est un produit basique très adapté au développement des secteurs ruraux et sur les chantiers. " Nous avons pensé à un camion pratique pour l'Afrique. Nous l'avons fait ! Refroidissement par air, zéro assistance électronique, et de multiples détails simplifiés pour un seul objectif :

ministre Me Joseph Kokou Koffigoh, en présence de Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, et de plusieurs représentants de la République Togolaise, de l'UEMOA et de la CEDEAO.

" La phase de développement technique étant terminée, nous passerons à la phase de production et de commerciali-

trouve à Lomé, dans la zone portuaire. Heavymat Industry S.A. est une plate-forme d'éclatement de matériels des travaux publics neufs (engins, camions, tracteurs, ...) sur toute l'Afrique de l'Ouest. La société dispose de succursales dans six (6) pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger).



M. Denis Rozand (au milieu) et ses collaborateurs



Le BoKaMion, Made in Togo



Un autre engin de travaux publics exposés

Togo, le stand de la société Heavymat Industry (HI) attire l'attention des visiteurs à cause de BoKaMion qui porte la griffe " Made in Togo ". Il s'agit de l'un des engins lourds montés au Togo par la société HI afin de répondre aux besoins des acteurs des BTP souvent obligés de commander des matériels en Europe et ailleurs.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 26 novembre dernier, M. Denis Rozand, président directeur général de HI (un Togolais d'origine française) a présenté aux opérateurs économiques le BoKaMion et l'ensemble des engins BTP que sa société peut leur soumettre.

Le PDG de HI a expliqué que le BKM et les engins HI sont destinés à mieux faciliter les travaux d'ouvrages d'art

dans sept (07) pays de la sous-région.

Le BoKaMion est un engin robuste, résistant, économique, à un tarif accessible, conçu dans le souci de réduire

la performance en conditions difficiles ", a présenté le PDG.

Le prototype du BKM a eu le privilège de recevoir son premier coup de clé symbolique de la main de l'ex-Premier

sation en 2016. En attendant, nous enregistrons les intentions de commande afin de dimensionner au mieux les installations nécessaires au profit des clients", a conclu le PDG de HI.

Le BKM s'identifie par ses caractéristiques techniques. Il est équipé d'un moteur Deutz, V8, 230CH, lui permettant de tenir longtemps, même en brousse. Sa boîte de vitesse est du type ZF et fonctionne sans radiateur. Le système de freinage est du modèle WABCO et l'embrayage fonctionne parfaitement sans assistance. Il charge 20 tonnes et dispose de multiples options.

La société Heavymat Industry est créée en 2008 par un entrepreneur ayant déjà 25 ans d'expérience dans le domaine. Son siège social se

La société HI emploie plus de 160 hommes et femmes (pour la performance de l'entreprise à travers toute la sous-région) dont une centaine est affectée aux services techniques. Son activité principale consiste à importer et vendre des matériels BTP neufs (engins lourds, camions, semi-remorques, tracteurs...). Elle fait également le montage et assemblage final des matériels en zone franche et vend des pièces de rechange et des sous-ensembles. Elle assure la maintenance technique et la réparation des matériels vendus ainsi que la location exclusive des porte-chars pour l'enlèvement des matériels achetés (porte-chars destinés à la livraison).

Carole AGHEY



M. Denis Rozand, PDG de HI

Mission d'appui à la mise en œuvre du PGICT :

Le satisfecit des experts de la Banque Mondiale après une visite de terrain

Une mission de la Banque Mondiale séjourne à Lomé depuis le 16 novembre dernier. Cette mission s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Projet de Gestion Intégrée de Catastrophes et des Terres (PGICT). C'est un total de 78 sous-projets couvrant l'ensemble du territoire national pour plus de 3,4 milliards de nos francs et dont la réalisation permettra à coup sûr d'accroître la résilience des communautés face aux risques de catastrophes et de dégradation des terres. Après avoir rencontré les acteurs impliqués dans le Projet, la mission a effectué, du 26 au 28 novembre dernier, une visite de certaines réalisations dans les Régions Maritime et des Plateaux pour constater de visu l'état d'avancement des différentes activités. Cette visite a conduit la délégation respectivement à Boko (dans la préfecture de Vo), à l'INFA de Tové (dans le Kloto), à Adrakpo (dans l'Agou), à Hihéatro (dans la préfecture de l'Amou), puis à Tsévié où la mission a touché du doigt les travaux d'aménagement du Centre d'entreposage du matériel humanitaire sur le site de l'usine de SICOTsa abandonnée il y a déjà quelques années.

A l'issue de la visite, c'est un satisfecit global, selon le chef Projet PGICT à la Banque Mondiale, Dr Hounkpé Koffi, qui se dit surpris par l'implication et la détermination des communautés qui ont pris sur elles d'œuvrer pour le développement de leurs localités respectives. Toutefois, il souhaite que l'on appuie sur l'accélérateur afin " qu'à la fin du projet, toutes les activités planifiées soient réalisées de façon satisfaisante aussi bien pour la Banque Mondiale que pour le gouvernement ".

Boko : Un lac et un centre de santé aux soins de la Banque Mondiale

Boko, un village de plus de 11700 habitants, qui ne vivait que grâce à la pêche sur le lac historique de Boko, a vu sa principale activité périliter, impactant le quotidien des villageois du fait du

ment bénéficié de l'appui financier de la Banque pour notre projet de construction d'un centre de santé. Nous sommes contents de l'apport de la Banque et de l'équipe technique de coordination de la PGICT ", a expliqué le chef traditionnelle du village de Boko, Togbui Sowa Akouété Améganvi



Le chef Togbui Zoumagball (chapeau) et les siens face à la mission de la BM

bourrage du lac. Mauvaises herbes, boue et autres déchets avaient envahi ce cours d'eau au point de le rendre inaccessible et débordant souvent son lit. La mission de la Banque Mondiale s'est rendue dans cette localité le 26 novembre dernier pour constater l'état d'avancement des travaux de dragage.

Grâce à ce dragage financé par la Banque Mondiale via le PGICT, sur plus de 4,5 km de ce lac, les activités de pêche et connexes peuvent redémarrer.

Parallèlement, la population qui avait entrepris la construction d'un centre de santé, bénéficie d'un soutien technique et financier de la Banque Mondiale. L'ensemble de ces travaux ont coûté une enveloppe de près de 72 millions de francs CFA.

" Avec l'aide de la Banque Mondiale, nous avons dragué le lac et planté des mangroves. L'eau commence par circuler librement... Nous avons égale-

Zoumagba II.

INFA de Tové : Des formateurs outillés

Pendant que des activités en vue d'accroître la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques se poursuivent, le PGICT encourage la promotion des meilleures pratiques via la formation des formateurs.

C'est dans ce cadre qu'une formation des formateurs des centres en charge de l'exécution du programme de formation intégré, s'est déroulée du 17 au 28 novembre dernier à l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové sur les bonnes pratiques de gestion durable et d'adaptation aux changements climatiques.

Il était question d'outiller les participants sur les pratiques agronomiques, les techniques de production, les pratiques physiques, celles zootechniques, les

techniques améliorées de carbo-nisation, etc. Cette formation vise à uniformiser les connaissances et pratiques afin d'un transfert optimal de connaissances, une adaptation des outils de suivi et l'évaluation des formations...

Pendant que se déroulait cette formation, la mission de la Banque mondiale a échangé avec les participants le 26 novembre dernier. Une rencontre qui a permis aux émissaires de la Banque Mondiale de toucher du doigt ce qui est fait au plan renforcement de capacités institutionnelles, puisque trois centres de formation ont été retenus. Il s'agit de l'INFA de Tové, de CIDAP de Niamtougou-Baga et CD2A de Cinkassé.

Adrakpo dans l'Agou: Un projet de désenclavement au profit de 12 villages

Malgré la " politique des grands travaux " initiée par le gouvernement, certaines localités du pays ne bénéficient pas encore des retombées d'une telle initiative. Parmi ces localités, Adrakpo, dans la préfecture de l'Agou. Le 27 novembre dernier, les émissaires de la Banque Mondiale ont visité la piste à rénover d'ici quelques mois.

Le projet de réhabilitation de la piste rurale devrait prendre en compte la construction de deux ponceaux et l'élargissement de cette voie abandonnée depuis plusieurs années. Cette réhabilitation permettra de désenclaver douze villages du canton d'Adrakpo, dans la préfecture de l'Agou, d'assurer la reprise des activités économiques de la localité, et de raccourcir les distances non seulement pour les élèves mais également les commerçants et agriculteurs de la localité.

Hihéatro va bientôt retrouver sa végétation

Dans la même journée du 27 novembre, la mission de la Banque mondiale était sur les montagnes à Hihéatro dans la préfecture de l'Amou. Là, la Banque a financé par l'entremise du PGICT le projet de reboisement de 27 ha dont 13 ha déjà réalisés, sur le flanc des montagnes.

Ce projet de reboisement qui emploie une quarantaine de personnes dont 25 femmes, vise à redonner un couvert végétal aux montagnes de la localité. Les



Le centre d'entreposage du matériel humanitaire en plein chantier

émissaires de la Banque mondiale ont encouragé les populations à la pratique de la gestion durable afin de protéger notre environnement et limiter ainsi les effets des changements climatiques.

Tsévié : Un centre d'entreposage du matériel humanitaire rénové et construction de caniveaux à Hihéatro

Deux projets ont retenu l'attention de la mission de la Banque mondiale ce 28 novembre à Tsévié. Il s'agit du projet de rénovation des locaux de la Société Industrielle de Coton du Togo (SICOTSA) tombés en décrépitude qui devront désormais servir à entreposer du matériel humanitaire pour les secours en situation d'urgence, et du projet de construction de caniveaux à Hihéatro sur plus de 1800m.

Le premier projet a l'entière adhésion de la Banque et est en pleine réalisation. Bien qu'il existe un centre d'hébergement des sinistrés à Logopé, il était devenu urgent d'avoir un centre d'entreposage du matériel humanitaire afin de répondre promptement à des situations de catastrophes dans des délais assez courts.

Le second projet qui reste à finaliser, devra, si tout se passe bien, permettre de construire des caniveaux permettant de drainer sur 1.800m les eaux de ruisselle-

ment social, le projet a permis à ceux qui y participent de se prendre en charge même après la fin de l'activité. Et cette rentabilité ou gain social est très intéressant et je crois que les choses doivent continuer dans ce sens ", a expliqué Guy Lakpo, spécialiste du développement auprès de la Banque Mondiale.

Le Coordonnateur du PGICT, Morou A. Amidou, tout en remerciant la mission pour son appui et en se réjouissant de l'avancement des travaux sur le terrain, relève que " cependant que nous avons un défi énorme par rapport à la durabilité du projet sur le terrain. Nous devons faire en sorte que ceux qui sont en charge des sous-projets puissent assurer la durabilité ".

Soulignons que le PGICT est né de la nécessité pour le Togo de réduire significativement sa vulnérabilité face aux catastrophes. Bien que le pays ne soit pas exposé aux aléas sismiques, il doit gérer fréquemment des situations d'urgence et des catastrophes d'origine hydro-météorologique. Le Togo a fait face à plusieurs aléas (des vents violents, la sécheresse, les épidémies, les éboulements de montagne et surtout les inondations avec leurs lots de conséquences).

Depuis la mise en œuvre du



Morou Amidou, coordinateur du PGICT

Dr Hounkpé Koffi, chef du projet PGICT à la BM

ment à Hihéatro.

Cette visite de terrain a permis de noter que les communautés se sont appropriés ces projets, facilitant ainsi leur réalisation dans des délais acceptables. " Les populations bénéficiaires sont très motivées (...) Nous avons constaté que sur le terrain, il y a un engagement des communautés, et les projets contribuent à améliorer les conditions de vie au sein de la communauté qui arrive à initier des activités génératrices de revenus. En termes de déve-

PGICT, plusieurs efforts ont été réalisés, notamment des travaux d'assainissement dans les villes, la pose d'épis sur le littoral, le renforcement du reboisement et davantage de moyens accordés aux acteurs de la plate-forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes. Le Projet est prévu pour s'achever en 2017, mais vu les réalisations et les impacts directs sur les communautés à la base, des voix s'élèvent pour militer en faveur d'une prorogation.

JPB



Le projet de reboisement sur les montagnes à Hihéatro (Amou)

Elections au Burkina Faso/Rock Marc Christian Kaboré élu Président dès le premier tour : Et si Zéphirin Diabré faisait des émules au sein des oppositions africaines Le CDP de Blaise Compaoré, 3ème force politique du Faso

Le Burkina Faso a un nouveau président. Rock Marc Christian Kaboré a été élu à l'issue de l'élection présidentielle du 29 novembre dernier. Selon les résultats provisoires proclamés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), le leader du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) est arrivé en tête de peloton dès le premier tour avec 53,49% des suffrages. Le chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC) arrivé second avec 29,65%, a reconnu sa défaite et souhaité plein succès au nouveau Président de la République après l'avoir félicité. Ce scrutin présidentiel, couplé des législatives et suivi de près par la communauté internationale, est riche d'enseignements puisque plus d'un n'envisageaient pas cette issue paisible au lendemain de la mise en scène orchestrée par le Gal Gilbert Diendéré et ses hommes de l'ex-RSP... Malgré tout, la silhouette de Blaise Compaoré plane toujours sur le pays, puisque le parti de l'ancien président arrive en troisième position avec 18 sièges derrière l'UPC (33) et le MPP (55).

C'est une nouvelle page qui s'ouvre pour le pays des "hommes intègres". Au lendemain d'une transition quelque peu tourmentée par un pseudo-putsch et après 27 années de régime militaire sous Blaise Compaoré, le peuple burkinabè s'est résolument tourné vers les normes démocratiques en allant dans la paix et comme un seul homme choisir, le 29 novembre dernier, celui qui va présider à sa destinée.

Rock Marc Christian Kaboré, le nouvel homme fort

Des quatorze candidats en lice pour ce scrutin présidentiel présenté comme le plus ouvert, c'est celui qui était pressenti favori de cette élection qui en est sorti vainqueur. Rock Marc Christian Kaboré, nouveau Président élu du Faso, est un ex-bras droit de l'ancien président Balise Compaoré, exilé en Côte d'Ivoire.

Plusieurs fois ministre sous Compaoré, l'homme a été président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2012 avant de rallier en janvier 2014 le camp des opposants après s'être démarqué de la politique de son ex mentor qui aiguisait des appétits pour un

troisième mandat après 27 ans de règne.

Le parcours politique du nouvel homme fort du Faso montre qu'il maîtrise bien les rouages du pouvoir et prouve à suffisance que les électeurs ne se sont pas certainement trompés sur leur guide.

Zéphirin Diabré, la maturité politique

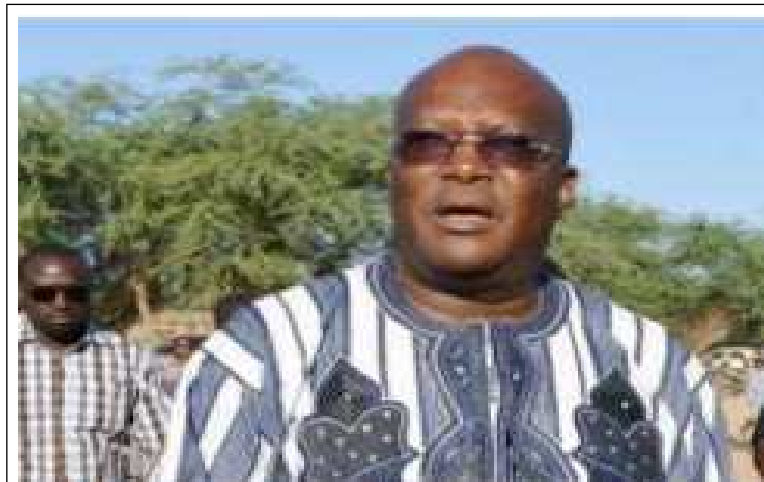
Dans bien de pays africains, l'on est habitué à des périodes postélectorales mouvementées, voire violentes. Mais le pays des "hommes intègres" vient de déroger à la règle en organisant une élection irréprochable à tout point de vue grâce à un comportement exemplaire de l'opposition.

En annonçant les résultats

provisoires du premier tour favorables au candidat du MPP, un ex bras droit de Blaise Compaoré, la CENI n'a pas été prise à partie par les perdants de cette élection. Et le chef de file de cette opposition a montré sa maturité politique en reconnaissant sa défaite et en se déplaçant personnellement à la rencontre du vainqueur de l'élection pour le féliciter.

"Je n'ai aucune raison de douter de la sincérité des résultats", a déclaré Diabré Zéphirin à l'annonce des résultats consacrant sa défaite.

Cette démarche du chef de file de l'opposition burkinabè doit faire école dans toutes les oppositions africaines, notamment de la sous-région ouest africaine qui aspirent un jour à gouverner.



Rock Marc Christian Kaboré, élu Président au premier tour

Même si le gagnant est un pur produit du régime Blaise Compaoré aujourd'hui vomi par la majorité des Burkinabè, il faut faire remarquer que l'intérêt supérieur du pays doit primer sur les intérêts partisans et égoïstes. C'est ça aussi le prix à payer en matière de démocratie, car il suffisait de rien du tout pour remettre en cause le calme précaire qui règne dans le pays. Coup de chapeau aussi au peuple burkinabè qui a joué sa partition en se montrant responsable.

D'un autre point de vue, le peuple burkinabè n'est pas tout ingrat vis-à-vis de son ancien

président. Le parti de Blaise Compaoré est arrivé troisième à l'issue des législatives qui ont été couplées avec la présidentielle. Le CDP de Blaise obtient 18 sièges sur 127, derrière l'UPC de Diabré Zéphirin qui a obtenu 33 sièges tandis que le MPP tient toujours la dragée haute aux autres partis en décrochant 55 sièges. Preuve que l'ère Blaise n'est pas totalement oubliée.

Vivement que cette leçon de démocratie gagne nos oppositions en Afrique et particulièrement dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

JPB

Ouverture à Paris de la COP 21 :

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé prend activement part aux discussions

Suite de la page 3

Hollande, le Secrétaire-général de l'ONU, Ban Ki-moon a appelé les délégués à choisir la voie du compromis et du consensus, soulignant que l'accord issu des

discussions doit être universel et solide, mais aussi durable, dynamique et crédible.

"Les conséquences du changement climatique pour l'Afrique sont dévastatrices et

menacent de plonger des millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, principalement à cause de rendements agricoles plus faibles, de prix alimentaires plus élevés et

des effets négatifs de ce changement sur la santé", a déclaré Faure Gnassingbé au cours d'une réunion de la Banque Mondiale en marge du sommet de Paris.

A propos de la COP 21 :

La Conférence de Paris de 2015 sur le changement climatique qui prend fin le 11 décembre 2015, est à la fois la 21e conférence des parties (en anglais : Conférence of the parties, d'où le nom COP21) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 11e conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto (CMP-11). Chaque année, les participants à cette conférence se réunissent pour décider des mesures à mettre en place, dans le but de limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Cette convention reconnaît l'existence "d'un changement climatique".

Pierre AGBANDA

Les 44èmes assises de l'Union de la presse francophone tenues à Lomé

Lomé a abrité du 26 au 29 novembre 2015 les 44èmes assises de l'Union de la presse francophone (UPF). Placée sous le thème "La place des femmes dans les médias de notre temps", cette rencontre a vu la participation de près de 250 invités, des journalistes, éditeurs, patrons de la presse écrite et audiovisuelle, enseignants et chercheurs venus de 39 pays.

C'est le Premier ministre Sélom Klassou, qui a ouvert officiellement les travaux de ces assises, en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne au Togo, du président de l'UPF internationale, Madiambal Diagne, du représentant de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ainsi que des membres du gouvernement.

L'Union internationale de la presse francophone, abrégée UPF (à partir de 2001) ou en UIJPLF, fondée en 1950, est la



La table d'honneur à l'ouverture des travaux

plus ancienne association francophone de journalistes. Elle est une organisation internationale non-gouvernementale reconnue par de grandes organisations internationales, telles l'Onu, l'Unesco et l'OIF.

C'est la troisième fois que notre pays accueille un tel événement après 1980 et 2005.

Dans son mot de bienvenue, le président de l'UPF-Togo, Peter Sassou Dogbe a insisté sur la nécessité d'une telle initiative et l'importance du thème choisi. "C'est un thème d'actualité. Quelle est le rôle des femmes dans les médias ? Quelle est l'influence

éditoriale des femmes ? Qui fait les médias et pour qui ? Quelle image véhiculée par les médias ? Ce sont des questions que nous abordons moins souvent dans nos rédactions. Lomé nous offre l'occasion de les aborder et de les approfondir", a-t-il affirmé.

Madiambal Diagne, le président de l'UPF internationale, après avoir exprimé sa gratitude aux autorités togolaises pour leur implication dans la tenue de ces assises à Lomé, a fait savoir qu'entre l'UPF et le Togo, "c'est une histoire d'amour. Mais le rendez-vous 2015 est plein de symboles. La refondation voulue par

tous les membres de notre organisation va se concrétiser".

Depuis le 22 novembre 2014, elle est dirigée par Madiambal Diagne (Sénégal). L'UPF regroupe plus de 3000 journalistes, responsables et éditeurs de la presse écrite et audiovisuelle. Ils sont répartis dans 110 pays ou régions du monde.

Pou rappel, c'est le journaliste canadien Dostaler O'Leary qui est l'initiateur de la création de l'UPF à Limoges (France) en 1950. Elle était d'abord une amicale qui était un lieu de rencontre des journalistes de langue française à travers le monde. Au fil des années, elle s'est peu à peu transformée en une union professionnelle.

Aujourd'hui, l'UPF est l'une des organisations les plus représentatives de la profession qui a pour but de promouvoir la culture et les médias francophones, de défendre et développer la liberté de la presse et des journalistes. Elle prône la solidarité comme mode d'action.

Pierre A.

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT 8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT 8201

Renseignements

OTR

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

PORT DE BADGE OBLIGATOIRE AUX BUREAUX DES DOUANES A PARTIR DU **1ER JANVIER 2016**

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **8201**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg